



Accueil des bacs pro en BTS : peut mieux faire

Pour la première fois cette année, dix instituts universitaires de technologie (IUT) vont être récompensés chacun par un poste d'enseignant supplémentaire. Motif? Ils ont sensiblement augmenté leur nombre de bacheliers technologiques. En ces temps où les postes sont comptés, le geste illustre l'importance qu'attache le ministère à la politique consistant à accueillir davantage de bacheliers professionnels en Sections de techniciens supérieurs (STS) et davantage de technologiques en IUT.

Antonin Malchiodi Dès le début du quinquennat, en 2012, Geneviève Fioraso, alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, affiche une priorité : faire des STS et des IUT les débouchés naturels respectifs des bacheliers professionnels et technologiques. L'idée est que l'on ne parviendra pas à l'objectif de 60 % d'une génération diplômés du supérieur si l'on ne fait pas mieux réussir les bacheliers professionnels. Or leur sort est lié à celui des bacheliers technologiques, friands des formations courtes, notamment des STS où ils concurrencent les « pros ». La question est jugée d'autant plus pressante qu'avec la réforme du bac professionnel, les diplômés sont plus nombreux et, trop souvent, ils s'inscrivent par défaut en licence où ils courent à l'échec. C'est dans les STS qu'ils réussissent le mieux : ils y retrouvent le travail en équipe et utilisent leurs acquis professionnels. Mais pour leur faire de la place, il faut que les bacheliers technologiques se tournent plus nombreux vers les IUT, des cursus qui leur sont adaptés. « Les évolutions sont très lentes » Force est de constater que les progrès sont modestes. La proportion de bacheliers « pros » admis en STS en 2015 était, au total, de 28 % contre 27,4 % en 2013, année de démarrage de la politique. A la rentrée 2016, elle frôlerait les 30 % dans le public. Pour les IUT, la part des « technos » admis en 2015 était de 29,9 % contre 28,8 % en 2013 et elle stagnerait en 2016. « Les évolutions sont très lentes », reconnaît Jean-Michel Jolion, le conseiller chargé de l'orientation au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. D'après lui, c'est du côté des bacheliers technologiques que cela coince. Ils ne candidatent pas plus en IUT, continuant de préférer les STS et en bloquant l'ouverture aux bacs pro. Proximité, habitude, manque de confiance... Les raisons sont multiples. « Souvent, les STS se trouvent dans des lycées polyvalents [où se côtoient toutes les filières], explique Philippe Vincent, proviseur au lycée Jean-Perrin, à Marseille, et secrétaire général adjoint du principal syndicat des chefs d'établissement, le SNPDEN. Les lycéens technologiques voient qu'ils peuvent poursuivre leur spécialité dans le même établissement, cela les rassure. Ils pensent aussi mieux réussir qu'en IUT. » Par ailleurs, s'il faut aller dans un IUT éloigné, les familles n'ont pas tous les moyens de payer un logement. « Un problème de vivier » Le ministère dispose de moins de leviers avec les IUT. En STS, les rectorats ont imposé des quotas. La plupart ont fixé des taux minimums de bacheliers professionnels selon les spécialités. D'autres demandent le même pourcentage d'admis que de candidats. Et les proviseurs doivent suivre. Les IUT sont, eux, des composantes des universités. Et les directeurs sont hostiles aux quotas. D'autres dispositifs ont été mis en œuvre. Les conseils d'IUT déterminent combien de places ils réservent aux bacs technologiques par département et signent une convention avec les rectorats. Si les places ne sont pas pourvues lors de la procédure Admission postbac (APB), soit on repêche des candidats technologiques, soit on prend des bacs généraux, mais après discussions avec le rectorat. « Le problème, estime Jean-Michel Jolion, est un problème de vivier », c'est-à-dire d'effectifs où recruter. Moins de la moitié des lycéens techno demandent des IUT et en 2016, 23 000 en ont mis un en premier vœu sur APB, contre 56 000 une STS. En plus, les candidats viennent massivement des spécialités tertiaires – d'abord de sciences et technologies du management et de la gestion (STMG) –, où les IUT sont vite saturés. En revanche, peu sont issus des secteurs industriels, alors que les IUT sont demandeurs. Les instituts des grandes villes sont par ailleurs très demandés, tandis que ceux des petites ont de la place. Ce sont les lycées pro qui, en terminale, donnent leur aval aux demandes de BTS. Les places sont alors garanties Rodolphe Dalle dirige l'IUT de Nantes. « Je ne figure pas parmi les dix récompensés », précise-t-il. Son institut a sept départements : six industriels et un seul tertiaire. Il envisage d'en ouvrir un autre, avec plus de 50 % de bacheliers technologiques. Egalement porte-parole de l'association des directeurs d'IUT (Adiut), il approuve cette politique mais en montre les limites. « Faut-il accepter plus de bacheliers technologiques en étant moins sélectifs, quitte à recaler de bons bacheliers généraux de milieu modeste



? Est-ce juste alors que nous assumons un rôle d'ascenseur social ? Par ailleurs, notre réussite tient à la diversité de nos profils – bacheliers généraux, technologiques, en réorientation, en formation continue... » Il reconnaît toutefois que l'on peut faire mieux – « mais il nous faudrait plus de moyens. ». Dans les STS, on prévoit un bond des bacheliers pro à la rentrée. A la suite de la promesse du premier ministre Manuel Valls de créer pour eux 10 000 places en cinq ans, 2 000 le seront à la rentrée. Une expérimentation a par ailleurs été lancée cette année dans cinq académies : ce sont les lycées pro qui, en terminale, donnent leur aval aux demandes de BTS. Les places sont alors garanties. Un travail de longue haleine. Au ministère, on estime qu'il faudra dix ans pour aboutir. Participez à « O21, s'orienter au 21e siècle » Comprendre le monde de demain pour faire les bons choix d'orientation aujourd'hui : après Lille, Cenon (près de Bordeaux) et Villeurbanne, Le Monde organise O21 / s'orienter au 21e siècle à Paris, samedi 4 et dimanche 5 mars, à la Cité des sciences et de l'industrie. Deux jours pendant lesquels lycéens et étudiants peuvent échanger avec des dizaines d'acteurs locaux innovants, qu'ils soient de l'enseignement supérieur, du monde de l'entreprise ou des start-up. Lire aussi : « Le Monde » organise O21 / s'orienter au 21e siècle à Paris Pour participer à une ou plusieurs conférences et ateliers, il suffit de s'inscrire gratuitement en ligne, à O21 Paris. Le ministère de l'éducation nationale étant partenaire de l'événement, les enseignants et établissements peuvent y emmener leurs élèves sur le temps scolaire. Pour les classes ou les associations, les inscriptions s'effectuent de façon groupée par l'envoi d'un simple e-mail à l'adresse o21lemonde@lemonde.fr. Lors de ces événements sont également diffusés des entretiens en vidéo réalisés avec trente-cinq personnalités de 19 ans à 85 ans qui ont accepté de traduire en conseils d'orientation pour les 16-25 ans leur vision du futur. Placé sous le haut patronage du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, O21 est également soutenu, au niveau national, par quatre établissements d'enseignement supérieur (Audencia, l'Essec, l'Epitech, et l'alliance Grenoble école de management – EM Lyon). Localement, l'événement est porté par les conseils régionaux des Hauts de France, de Nouvelle Aquitaine et d'Ile-de-France, les villes de Cenon et de Villeurbanne et des établissements d'enseignement supérieur.